

PRÉFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

EP

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le deuxième programme d'action à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 1995, autorisant le G.A.E.C DE LANLAY, sis à PLESIDY, au lieu-dit « Lanleze » à exploiter à PLESIDY, site de « Kerdanet » d'une part, 29 000 animaux-équivalents (Poules pondeuses), autorisé le 24 octobre 1969, site de « Lanleze » d'autre part, 96 000 animaux-équivalents (36 000 poulettes démarrées, 60 000 places poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée par le G.A.E.C. DE LANLAY, sis à PLESIDY, au lieu-dit « Lanleze » en vue de la restructuration, du transfert de site, de la mise aux normes de la gestion des déjections, d'un élevage autorisé sur deux sites, qui comprendra après travaux, site de « Lanleze » à PLESIDY, un élevage de 125 000 animaux-équivalents (36 000 poulettes démarrées et 89 000 poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ; (Le site de « Kerdanet » sera désaffecté) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de PLESIDY (5 décembre 2000), SAINT-ADRIEN (19 janvier 2001) SAINT-FIACRE (1^{er} décembre 2000) SAINT-PEVER (26 janvier 2001) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et de l'Équipement émis respectivement les 9 mars 2001, 14 novembre 2000, 1^{er} décembre 2000 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 août 2001 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 28 septembre 2001 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

Le G.A.E.C. DE LANLEZE ci-après dénommé l'éleveur, sis à PLESIDY, au lieu-dit « Lanleze » est autorisé à exploiter à cette adresse (Section ZI, N° 3 et 67), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 125 000 animaux-équivalents (89 000 poules pondeuses et 36 000 poulettes) ;

Il est donné acte au G.A.E.C. DE LANLEZE de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter, au lieu-dit « Lanleze » une fabrique d'engrais et de supports de culture, à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1 250 tonnes par an (360 tonnes de fumier et 890 tonnes de fientes).

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

Prescriptions particulières :

Aménagement des bâtiments :

La surface des poulaillers pour l'élevage de poulettes ne devra pas dépasser 2 390 m².

Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité des hangars de stockage des déjections et d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ équipée d'une aire de mise en

aspiration viabilisée d'une surface de 32 m² (8 x 4) au moins, conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 :

Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170-2) :

La fabrication des produits (engrais organiques et supports de culture) sera réalisée :

- par le séchage des fientes (Séchoirs type Secenov et la Société Euromatic) pour les poulaillers de poules pondeuses ;
- par séchage et maturation des fientes et du fumier dans le hangar aménagé d'une surface minimale de 986 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais organiques et supports de cultures fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fientes déshydratées Norme NFU 42001)

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc...).

Destinations des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédents structurels (exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier).

Tracabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- Les informations définies ci-dessus,
- Les originaux des bons d'enlèvement,
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (UCA PLOUISY) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage (89 000 poules pondeuses et 36 000 poulettes).

ARTICLE 4 :

Les travaux prévus seront réalisés dès la mise en exploitation du poulailler projeté.

La remise en état du site de « Kerdanet » en PLESIDY enlèvement du lisier, nettoyage et désinfection des poulaillers et des abords, enlèvement du matériel d'élevage (Silos et équipements d'élevage intérieurs) sera réalisée dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLESIDY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du G.A.E.C. DE LANLAY.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C DE LANLAY dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés des 24 octobre 1969 et 7 mars 1995 susvisés.

ARTICLE 10 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de PLESIDY,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C DE LANLAY pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-ADRIEN, SAINT-FIACRE, SAINT-PEVER, BOURBRIAC, SENVEN-LEHART pour information.

SAINT-BRIEUC, le 15 JAN. 2002

LE PREFET,



Marie-Françoise HAYE-GUILAUD

100-100-100

100-100-100



100-100-100